



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale de la Protection
des Populations

Annecy, le 5 août 2013

Service Protection de l'Environnement

RÉF. : PE/MA/CM

Le préfet de la Haute-Savoie,

ARRETE n° 2013217-0005

portant modification de l'arrêté n°2006-2956 du 15 décembre 2006 et fixant des prescriptions additionnelles relatives aux conditions d'exploitation de la carrière des Quevets par la société des carrières des vallées, commune de Saint-Jeoire en Faucigny

VU le code de l'environnement ; LIVRE V titre 1er et notamment ses articles R512-31 et R515-1 .

VU le code minier ;

VU l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 - relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières -modifié par l'arrêté ministériel du 5 mai 2010 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-2956 du 15 décembre 2006 autorisant la société SOCAVA à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de St Jeoire en Faucigny au lieu-dit « Les Quevets » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011101-0026 du 11 avril 2011, pris au titre du RGIE, de suspension d'une zone d'exploitation de la carrière exploitée par la société SOCAVA sur la commune de Saint-Jeoire-en-Faucigny, lieu-dit « Les Quevets »;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012013-0006 du 13 janvier 2012 modifiant l'arrêté susvisé du 11 avril 2011 et levant partiellement la suspension de l'exploitation ;

VU le mémoire, en date du 23 avril 2013, rédigé en application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral susvisé du 11 avril 2011 suspendant partiellement l'activité de SOCAVA, auquel sont annexés les documents suivants :

- rapport CETE de Lyon n°41874 du 12 février 2013 intitulé « Etude de rédefinition de la méthode d'exploitation – Carrière des Quevets »
- rapport IMS RN n°2012/G1/74/1097 4ème édition de février 2013 intitulé « Définition de la solution piège à cailloux »

VU le courrier du CETE en date du 13 mai 2013 adressé à l'exploitant lui donnant la cartographie des relevés structuraux effectués sur le massif et évaluant à 5 m³ le volume du bloc de référence ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées placé auprès de la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées, en date du 6 juin 2013,

VU l'avis, en date du 28 juin 2013, de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du département de la Haute-Savoie - formation spécialisée des carrières;

CONSIDERANT que les rapports le rapport CETE de Lyon n°41874 du 12 février 2013 intitulé « Etude de rédefinition de la méthode d'exploitation – Carrière des Quevêts » et le rapport IMS RN n°2012/G1/74/1097 4ème édition de février 2013 intitulé « Définition de la solution piège à cailloux », transmis à l'appui de la demande de la société SOCAVA, démontrant que les mesures proposées sont de nature à permettre la reprise de l'exploitation dans les conditions prévues à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la commission de sécurité réunie sur le site le 19 juin 2013 a émis un avis favorable à la reprise d'exploitation, selon la méthodologie exposée, dans la zone consignée par l'arrêté préfectoral n° 2011101-0026 du 11 avril 2011 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2012013-0006 du 13 janvier 2012;

CONSIDERANT dès lors qu'il apparaît nécessaire, afin de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, de modifier les règles applicables en terme d'exploitation du site, et en particulier de tenir compte de la sécurisation du massif nécessaire au retour d'expérience de l'incident du 6 avril 2011 ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement ;

Le demandeur consulté ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 : L'article 7 de l'arrêté préfectoral susvisé du 15 décembre 2006 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 7 - Dispositions particulières d'exploitation

7.1 - Défrichage, décapage des terrains

Le déboisement, le défrichage éventuels seront réalisés par phases progressives correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux

7.2 - Patrimoine archéologique

Toute découverte de vestiges archéologiques sera signalée sans délai à la mairie, à la direction régionale des affaires culturelles, avec copie à l'inspection des installations classées.

7.3 - Réalisation des ouvrages de sécurisation de la RD 907 et des hameaux d'Anthon et du Giffre

7.3.1

L'exploitation de la zone figurant au plan annexé (annexe 1) ne pourra être menée qu'après réalisation des ouvrages de sécurisation de la RD907 conformément au mémoire, en date du 23 avril 2013, rédigé en application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral susvisé du 11 avril 2011 suspendant partiellement l'activité de SOCAVA.

Il s'agit de :

- un ouvrage canalisateur de trajectoires (avaloir de 5000 kJ freiné, haut de 18 mètres, soutenu par des poteaux haubanés de 12 mètres de portée maximum). Cet ouvrage sera maintenu jusqu'à ce que l'exploitation atteigne son niveau et pour autant que son efficacité n'ait pas été remise en cause. Il sera ancré en partie basse, lors de tous travaux en zone aval lors de la réalisation des ouvrages de sécurisation ;
- un merlon d'interception en enrochement haut de 7 mètres, prolongé à son sommet par une barrière pare-éclats entre les profils P11 (coordonnées X=921032,1 ; Y=333841,9) et P33 (coordonnées X=921203,4 ; Y=333703,8) (soit 190 mètres de long). La conception et les fondations du merlon devront lui permettre de résister à une énergie à l'impact d'au moins 6000 kJ ;
- une fosse de réception à l'arrière du merlon d'interception, réalisée par terrassement du terrain naturel suivant une pente d'environ 65°.

Le terrassement donnera lieu à l'avancement à :

1. un suivi géologique permettant de valider la pente de manière à garantir le risque de déstabilisation général du massif et de détecter toute discontinuité géologique susceptible d'évoluer en instabilité (positionnement de témoins visuels et inspection hebdomadaire donnant lieu à compte-rendu)
2. un boulonnage systématique de la masse rocheuse dégagée
3. une instrumentation du mur de soutènement de la route départementale. Toute anomalie donnera lieu à un arrêt des travaux et à une information immédiate de l'inspection des installations classées et du gestionnaire de la voirie.
4. La rédaction de plan de tirs spécifiques (maille, profondeur, C.U) au vu de la topographie du chantier, lorsque le recours à l'explosif sera utilisé

Les opérations d'extraction liées au terrassement des ouvrages de sécurité seront limitées au volume strictement nécessaire pour la bonne exécution des ouvrages et donneront lieu à un bilan quantitatif à la fin du chantier. Les volumes extraits seront intégrés à la production autorisée sur le site.

En dehors des opérations de purge, la fosse de réception sera interdite à toute personne étrangère à l'exploitation, au moyen d'une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

- un merlon en terre au niveau du ravin des Caves (soit 125 mètres de long)

Les ouvrages seront implantés suivant le plan figurant en annexe 2 du présent arrêté et seront réalisés suivant les coupes de principe figurant en annexe 3.

7.3.2. Etude et suivi géotechnique d'exécution

La réalisation des ouvrages fait l'objet d'une prestation de type G3 suivant la norme NFP 94-500 de classification des missions types d'ingénierie géotechnique.

7.3.3 Supervision du suivi d'exécution

Un organisme indépendant procède à la supervision du suivi des travaux, conformément à la mission G4 de la norme NFP 94-500. La supervision vise notamment les travaux de terrassement nécessaires à la création de la fosse de réception et la réalisation du boulonnage systématique de la pente rocheuse à l'avancement, la réalisation du merlon d'interception, la rédaction des plans de tirs et veille à prévenir

les atteintes à la stabilité de la route départementale.

La reprise d'exploitation de la zone figurant au plan annexé (annexe 1) est conditionnée à un avis favorable de cet organisme, dont une copie est adressée à l'inspection des installations classées (DREAL).

7.4 Abattage à l'explosif

7.4.1. Les tirs de mines auront lieu les jours ouvrables, si possible à heure fixe en fin de matinée ou en fin de journée, après sécurisation préalable des lieux, notamment la route départementale RD907. Les signaux avertisseurs prévus par la réglementation devront être perçus dans un rayon de 300 mètres autour de la carrière.

7.4.2. Les plans de tirs seront établis et éventuellement rectifiés sous la responsabilité du directeur technique des travaux. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées (DREAL). Ils seront établis sur la base des éléments suivants :

- inspection systématique préalable de la géométrie du front et de sa configuration ;
- définition du phasage de l'extraction de façon à tirer dans toute la mesure du possible sur un front dégagé ;
- orientation des fronts d'abattage perpendiculairement à la falaise de façon à diriger toutes projections éventuelles de matériaux en dehors des zones habitées et de la RD 907 ;
- contrôle et enregistrement systématiques des paramètres essentiels de la foration : VIA (vitesse instantanée d'avancement), CR (couple de rotation), PO (pression sur l'outil), assurant une meilleure connaissance du massif et permettant d'adapter éventuellement la charge explosive à la qualité de la roche à abattre en tenant compte de la présence éventuelle d'hétérogénéités géologiques (karst, faille...).

7.4.3. En raison des conditions particulières d'environnement, l'enregistrement des vibrations des tirs sera effectué systématiquement au moyen d'un appareil spécialement prévu à cet effet, implanté au droit du massif du chalet implanté à l'entrée de la carrière, ainsi qu'en un point situé sur le massif à proximité de la crête de falaise surplombant la route départementale RD907. Une procédure sera établie pour définir les conditions d'intervention en toute sécurité de l'agent chargé du positionnement et du retrait du capteur sur la crête.

En cas de plainte motivée, ayant pour origine des nuisances liées aux tirs d'explosifs de la carrière, des enregistrements des vibrations des tirs seront effectués pendant au minimum un an au moyen d'un appareil spécialement prévu à cet effet, implanté au plus près du lieu d'origine de la plainte, sur demande de l'inspection des installations classées.

Les enregistrements seront archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées (DREAL).

7.4.4. Toute anomalie grave constatée dans l'exécution des tirs telles que vibrations anormales (au delà de 2 mm/s de vitesse particulaire pondérée constatée sur le capteur implanté au droit du massif du chalet), ou projection anormale de pierres devra être signalée dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées (DREAL), avec toutes les informations utiles.

7.4.5. L'exploitant réalise annuellement une synthèse de la mise en oeuvre des explosifs sur le site. Cette synthèse comprend les résultats des mesures vibratoires obtenus lors des différentes campagnes de minage, ainsi que la présentation des éventuels incidents et des évolutions apportées à la méthodologie de tirs. Elle est transmise à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 janvier de l'année N+1.

7.4.6. L'emploi des produits explosifs sera en outre subordonné au respect des dispositions fixées par :

- Le décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 complétant le règlement général des industries extractives institué par le décret n° 80-334 du 7 mai 1980 modifié par introduction du titre "explosifs".
- Le décret n° 96-93 du 27 mars 1996 modifiant le règlement général des industries extractives, définissant les conditions d'intervention des entreprises extérieures.

7.5 - Conduite de l'exploitation

7.5.1. principes généraux

L'exploitation sera conduite par tranches descendantes depuis le sommet du gisement à la cote 715 NGF jusqu'au carreau provisoire à la cote 570 NGF, conformément aux dispositions du dossier de demande d'autorisation de la carrière et en s'approchant, par phases successives du bord du versant sud, conformément au mémoire de présentation de l'étude de redéfinition de la méthode d'exploitation daté d'avril 2013.

Un palier de sécurité d'une largeur minimale de 5 mètres séparera tous les 15 mètres les fronts d'exploitation.

L'exploitation entre les cotes 585 et 570 m NGF sera réalisée en conservant le merlon d'interception visé à l'article 7.3. Une bande de 10 mètres sera maintenue à l'arrière du merlon, afin de garantir son entretien et sa stabilité

7.5.2. hors zone suspendue par l'arrêté préfectoral susvisé du 11 avril 2011 modifié

Le matériau sera abattu à l'aide de tirs de mines, par tranches successives d'une épaisseur de 8 mètres, à l'exception de la zone figurée sur le plan annexé. Les paramètres de tir respecteront les dispositions suivantes :

- profondeur de foration limitée à 9 mètres,
- maille de foration : 2,5 à 4 mètres,
- charge maximale des trous limitée à 30 kg,
- charge maximale de volée : 1000 kg,
- amorçage par détonateurs micro retard fond de trou et cordeau détonant,

7.5.3. zone suspendue par l'arrêté susvisé du 11 avril 2011 modifié

Dans la zone figurant sur le plan annexé, la tranche de matériau située entre 12 et 20 mètres de la ligne de crête sera abattue à l'aide de tirs de 4 mètres.

Les paramètres de tir respecteront les dispositions suivantes :

- profondeur de foration limitée à 5 mètres,
- maille de foration : 2,20 par 2,20 mètres,
- charge maximale des trous limitée à 15 kg,
- charge maximale de volée : 500 kg,
- amorçage par détonateurs micro retard fond de trou et cordeau détonant,

La mise en œuvre des tirs de mine d'une profondeur de 4 mètres sur la tranche de matériau située entre 4,5 et 12 mètres de la ligne de crête sera conditionnée à l'obtention d'un avis favorable d'un organisme compétent en géotechnique. Cet avis sera transmis à l'inspection des installations classées préalablement au démarrage des travaux d'abattage dans cette zone. A défaut, l'extraction se fera à l'aide de moyens mécaniques.

L'extraction des matériaux de la tranche comprise entre la crête et 4,5 mètres sera réalisée à l'aide de moyens mécaniques (dent excentrique, brise roche de masse inférieure à 3,5 tonnes ou dent de déroctage). Le stationnement des engins d'extraction est interdit sur le massif à abattre. L'extraction est réalisée depuis l'arrière, sur la zone préalablement extraite. L'extraction dans la tranche 0-4,5 mètres donnera lieu à :

- surveillance des départs de blocs ; les résultats de cette surveillance seront consignés dans un registre de manière journalière ;

- diagnostic des écrans à chaque interception de blocs et remise en état avant toute reprise de l'activité ;
- purge de la fosse de réception à chaque interception de blocs ;
- purge des instabilités résiduelles.

7.5.4. L'exploitant s'inspirera des recommandations des études géotechniques menées sur le site notamment en ce qui concerne la conservation des banquettes séparant les gradins d'exploitation, la création de fosses à blocs en partie ouest de la carrière, l'édification en pieds de carrière d'un piège à blocs conséquent sur toute la périphérie du carreau final sous la cote 585 NGF.

7.5.5. Les fronts d'exploitation feront l'objet d'une surveillance journalière attentive, particulièrement à l'occasion des tirs de mines, lors de l'extraction mécanique ou en cas de circonstances atmosphériques particulières (venues d'eau notamment).

Une purge efficace et systématique sera réalisée avant et pendant l'exploitation :

- sur les gradins supérieurs afin d'éliminer tous blocs ou dièdres instables ;
- dans la fosse de réception située en bordure de route départementale afin de veiller au maintien de la fonctionnalité de protection.

A l'exception des opérations de purge visant des blocs isolés d'un volume inférieur à 5 m³, une inspection systématique des ouvrages de sécurisation sera réalisée afin de maintenir leur efficacité.

Une inspection régulière de l'état des protections grillagées établies en partie supérieure du gisement sera effectuée afin de déceler toute accumulation anormale de matériaux derrière ces protections.

Toute instabilité susceptible de mettre en péril le personnel ou l'exploitation impliquera l'arrêt de l'exploitation afin d'évaluer les risques et la prise des mesures nécessaires pour éliminer le risque. Information en sera immédiatement donnée à l'inspecteur des installations classées (DREAL).

7.5.6. La piste d'accès à la zone d'extraction sera pentée à moins de 20% et merlonnée.

7.5.7. Les bords de l'excavation seront tenus à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres du périmètre autorisé. Dans les zones de réalisation des ouvrages de sécurisation visés à l'article 7.3 ci-dessus, la bande de 10 mètres de retrait par rapport au périmètre autorisé pourra être totalement ou partiellement supprimée.

7.5.8. L'excavation créée sous la cote 585 NGF sera remblayée à l'aide de matériaux inertes dans les conditions définies au chapitre "remise en état" Le merlon végétalisé, initialement prévu au dossier de demande d'autorisation est remplacé par le merlon d'interception visé à l'article 7.3..

7.6 - Plan d'exploitation

Il sera établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan sera élaboré et tenu à jour par un homme de l'art.

Sur ce plan seront reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage des parcelles par rapport au cadastre ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

La mise à jour de ce plan devra avoir lieu une fois par an, avant le 31 décembre.

Dans le mois qui suit, ce plan certifié et signé par l'exploitant, sera adressé à l'inspection des installations classées (DREAL).

7.7 – Suivi de l'exploitation

Un suivi géologique annuel du site est réalisé afin de valider et le cas échéant modifier les préconisations et recommandations établies dans les rapports CETE et IMS-RN de février 2013.

En cas de modification des préconisations, celles-ci sont préalablement portées à la connaissance de l'inspection des installations classées (DREAL).

Article 2 :

Le plan annexé à l'arrêté préfectoral susvisé du 15 décembre 2006 fixant le périmètre d'autorisation est remplacé par le plan figurant en annexe 4 du présent rapport afin d'intégrer en totalité ou pour partie les parcelles 479, 480, 538, 539, 544 et 545 sur lesquelles sont implantés les ouvrages de sécurisation.

Le reste de l'arrêté n°2006-2956 du 15 décembre 2006 susvisé est sans changement.

Article 3 :

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la société des carrières des vallées (SOCAVA).

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de Grenoble) :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié,

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 :

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de SAINT-JEOIRE EN FAUCIGNY pendant une durée minimum d'un mois et en permanence, de façon lisible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressée par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet (DDPP 74) et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Article 5 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, madame la directrice départementale de la protection des populations de Haute-Savoie (DDPP 74), madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), monsieur le maire de la commune de SAINT JEOIRE EN FAUCIGNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le directeur départemental des territoires et à monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de BONNEVILLE.

Le préfet,

SIGNE

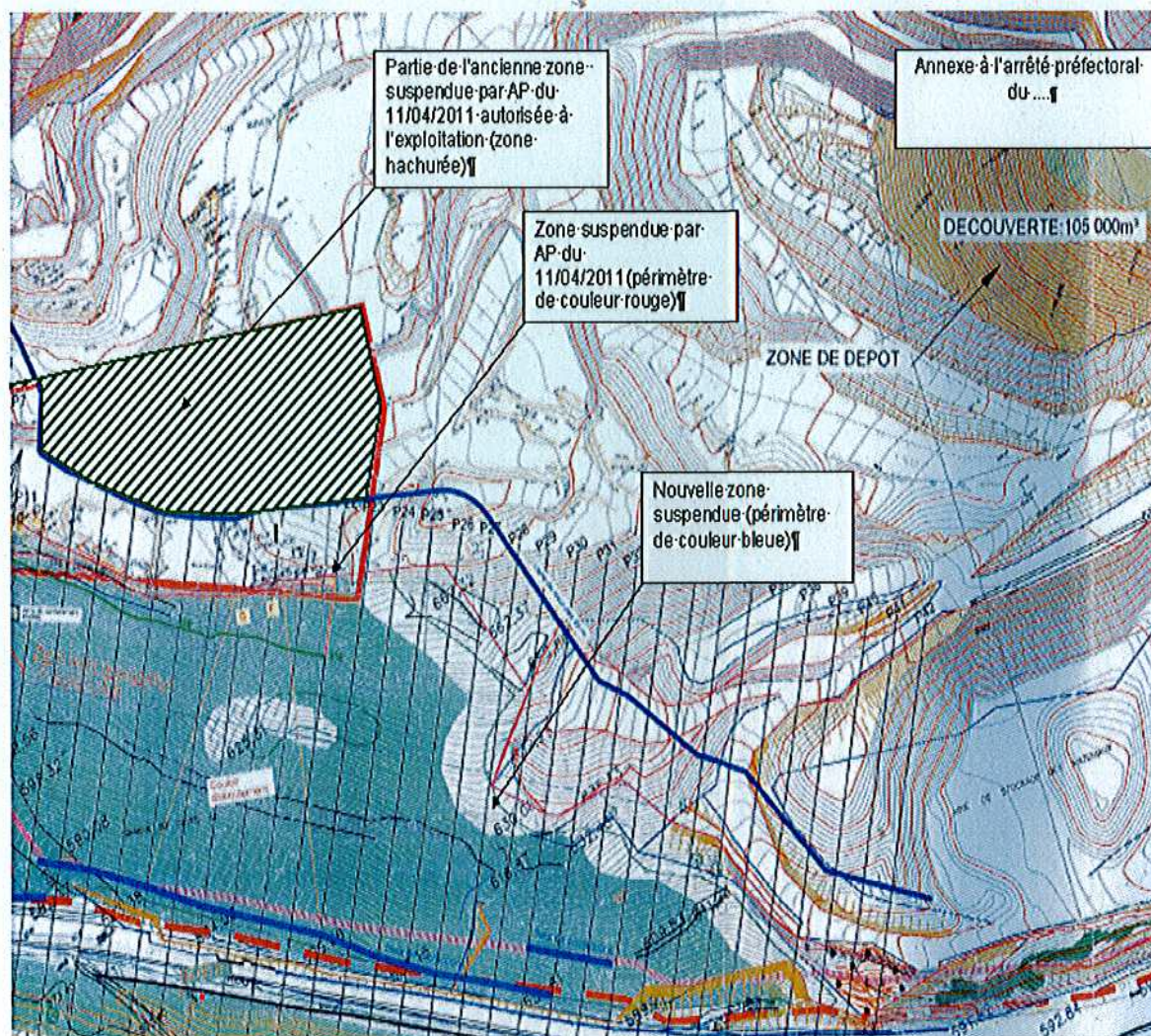
Georges-François LECLERC

Pour ampliation,
Pour le préfet,
la chef de service,

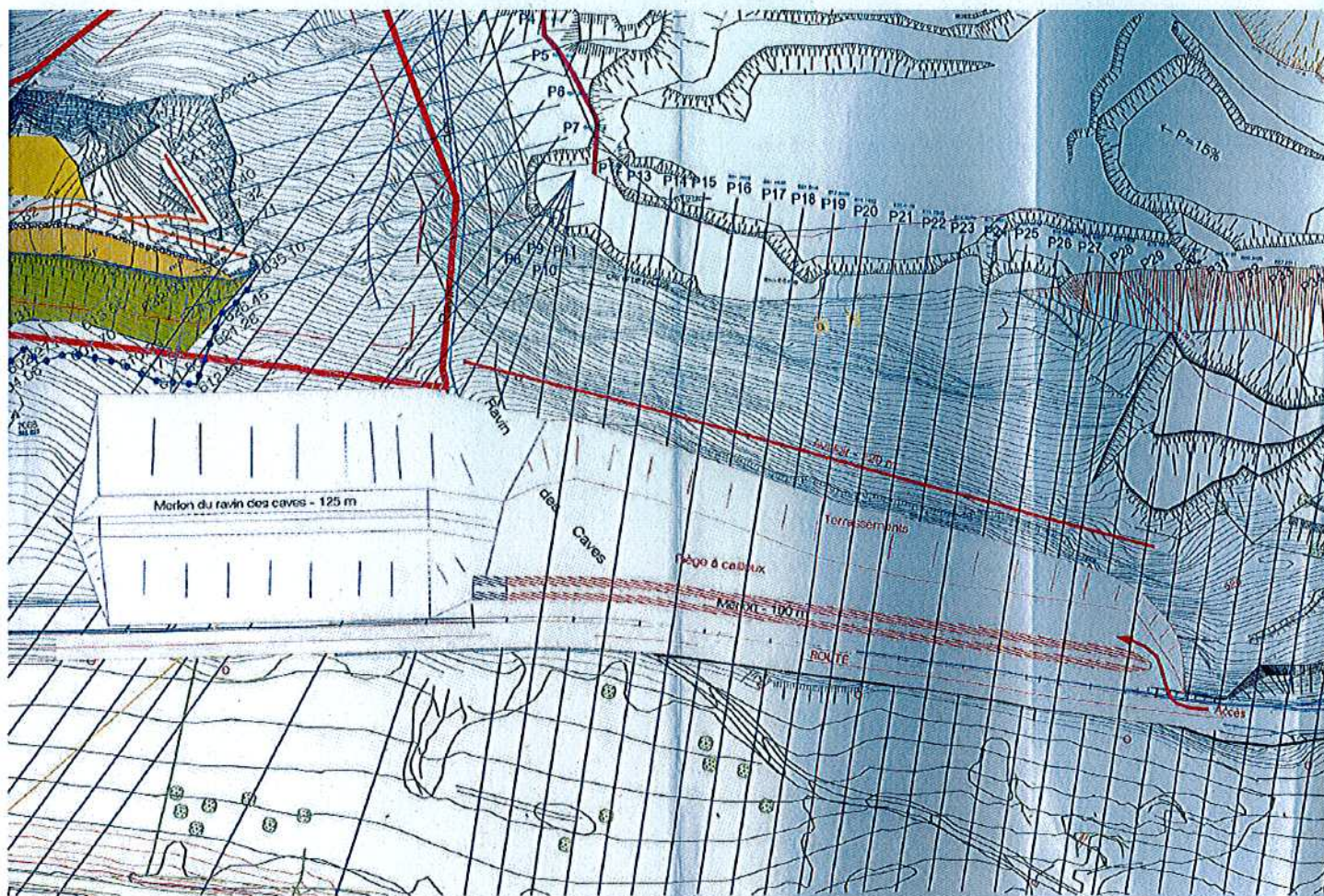


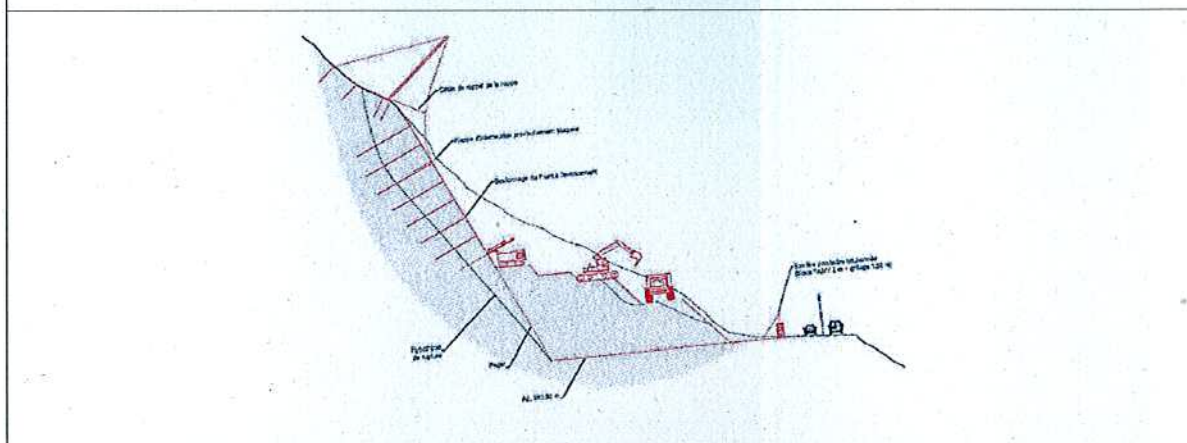
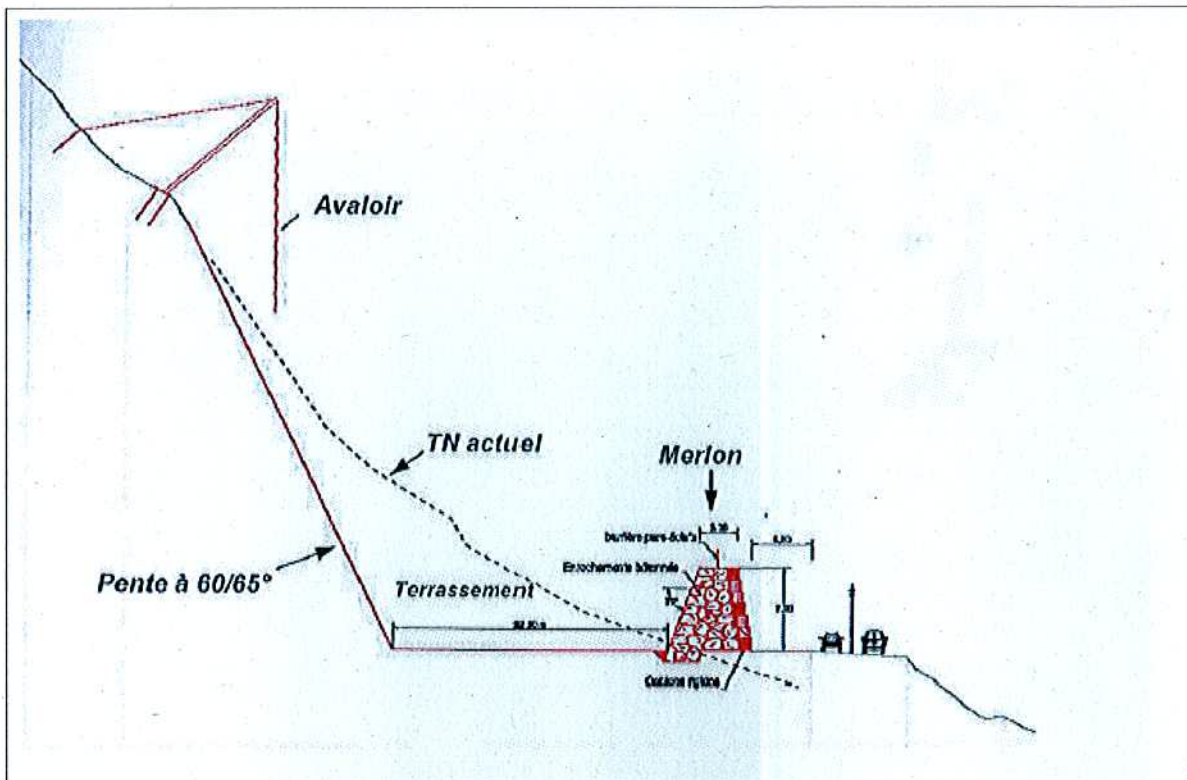
Michèle ASSOUS

ANNEXE 1 à l'arrêté n°2013217-0005 du 5 août 2013
plan du massif



ANNEXE 2 à l'arrêté n°2013217-0005 du 5 août 2013
plan d'implantation des ouvrages de sécurisation





Figures 1 et 2 : Merlon d'interception et fosse de réception

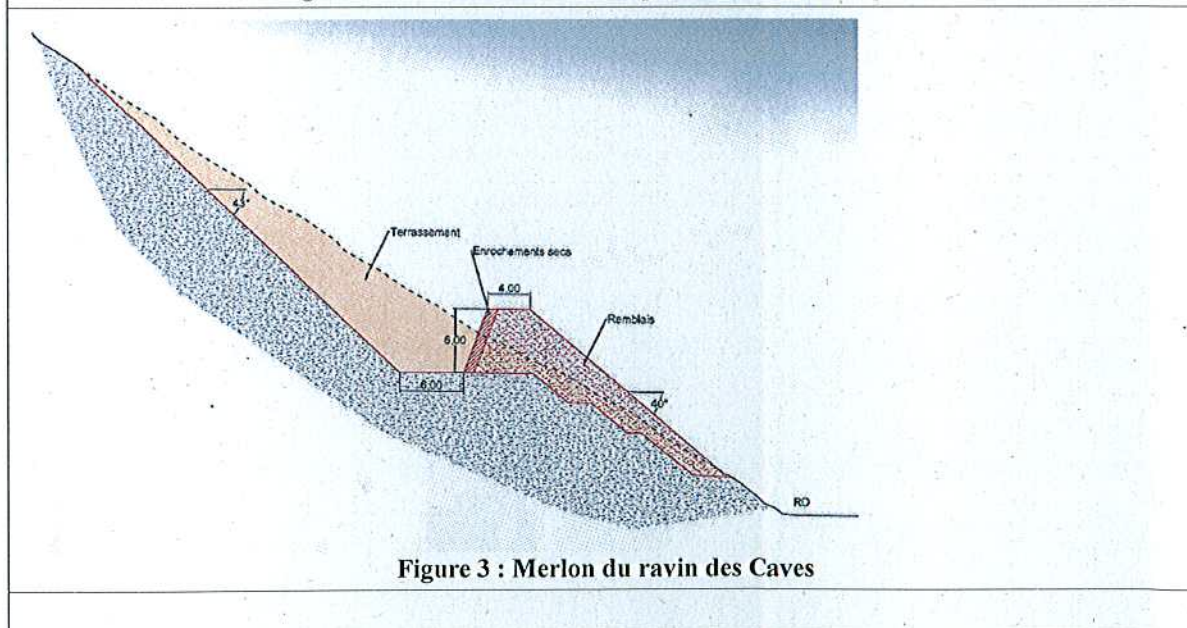


Figure 3 : Merlon du ravin des Caves

ANNEXE 4 à l'arrêté n°2013217-0005 du 5 août 2013
plan d'ensemble modifiant le périmètre autorisé

